



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17 JUIL. 2023

**modifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter l'ensemble des installations
ainsi qu'un hall de stockage, 7 rue du Bassin de l'industrie à STRASBOURG**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 mars 1997, autorisant la société COSTIMEX SA à exploiter en régularisation administrative l'ensemble des installations, ainsi qu'un hall de stockage de céréales à Strasbourg au 7 rue du Bassin de l'industrie ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2021, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les silos à céréales par la société AGRO 67 à Strasbourg au 7 rue du Bassin de l'industrie ;
- VU** le dossier de modification du 8 décembre 2022, par lequel la société AGRO 67 demande à modifier ses stockages d'engrais et mélanges d'engrais relevant de la rubrique 4702 ;
- VU** le rapport du 30 mai 2023 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet de l'exploitant, la société AGRO 67, décrit dans le dossier susvisé, ne comporte pas de nouvelles activités classées soumises à déclaration, à autorisation ou à enregistrement et qu'au contraire il se traduit par un déclassement au titre de la rubrique 4702 de l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement « *Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.* » ;

CONSIDÉRANT qu'aucun des critères ou seuils du tableau annexé à l'article R. 122-2, qui soumettrait le projet à évaluation environnementale, n'est atteint ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 ne trouvent plus à s'appliquer, le dépôt d'engrais ne relevant plus d'un classement au titre de la rubrique n° 4702 précitée ;

CONSIDÉRANT que les engrais sont exclusivement stockés conditionnés, en sacs gerbés sur deux niveaux ;

CONSIDÉRANT que les dépôts d'engrais minéraux et d'engrais à base de nitrate d'ammonium sont constitués dans un bâtiment (« hall H ») et séparés par un mur coupe-feu dépassant la hauteur et la longueur des dépôts ;

CONSIDERANT qu'est de ce fait prévenu le contact entre les engrais à base de nitrate d'ammonium et les engrais minéraux ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le tableau de la nomenclature de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2021 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Description de l'activité	Quantité autorisée
2160-2-a	A	Silos de céréales	20 200 m ³

Article 2

Il est ajouté au tableau de classement de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2021 :

« Il n'est pas réalisé de stockage classé au titre de la rubrique n° 4702 de l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement.

La quantité maximale d'engrais répondant aux définitions de cette rubrique, points 4702-III et 4702-IV exclusivement, est limitée à 509 t. La quantité maximale d'engrais répondant à la définition du point 4702-III est strictement inférieure à 500 t.

Il n'est pas réalisé de stockage en vrac. »

Article 3

La référence de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2021 à l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 est supprimée.

Article 4

Il est ajouté au titre 8 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2021 un chapitre 8.3 comprenant l'article 8.3.1 qui dispose :

« Les stocks d'engrais sont aménagés conformément au dossier « Modifications de l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement AGRO 67 à Strasbourg » du 8 décembre 2022.

Le hall de stockage d'engrais est équipé d'un système de détection d'incendie et de télésurveillance. Le système de détection comprend 20 détecteurs disposés suivant une étude préalable. »

Article 4 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société AGRO 67.

Article 5 Mesures de publicité

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 6 Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 8 Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31-avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 9 Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées,
- la société AGRO 67

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Strasbourg.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe



Myriam LEHEILLEIX

